



**AGENCE REGIONALE DE SANTE
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**

132 Boulevard de Paris

CS 50039

13331 MARSEILLE Cedex 03

Téléphone : 04 13 55 80 10

Télécopie : 04 13 55 80 40

Internet : www.ars.paca.sante.fr

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

OBJET DE LA CONSULTATION : la présente consultation a pour objet la fourniture de kits de prélèvement sanguin pour l'analyse du taux d'alcoolémie et de produits stupéfiants dans le sang.

MODE DE PASSATION : Cette consultation fait l'objet d'une procédure adaptée, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 27, 34 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

SERVICE ACHETEUR : ARS PACA (adresse ci-dessus)

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES ET DES ECHANTILLONS:

Le lundi **10 juillet 2017** à **11 H 00** au bureau **602**.

POUVOIR ADJUDICATEUR : le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DUREE : Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2017. Il fera l'objet d'une reconduction expresse au 1^{er} janvier de chaque année sans que sa durée maximale ne puisse excéder 36 mois.

Le présent cahier comporte douze (12) pages, y compris la première

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Identification des parties contractantes	Page 3
ARTICLE 2	Objet du marché	Page 3
ARTICLE 3	Mode de passation	Page 3
ARTICLE 4	Documents contractuels	Page 3
ARTICLE 5	Montant du marché	Page 4
ARTICLE 6	Forme du marché	Page 4
ARTICLE 7	Sous-traitance	Page 5
ARTICLE 8	Prix du marché	Page 5
ARTICLE 9	Durée du marché	Page 6
ARTICLE 10	Conditions de réception, de livraison et d'admission des prestations	Page 6
ARTICLE 11	Conditions de règlement et délais de paiement	Page 8
ARTICLE 12	Conditions de résiliation	Page 9
ARTICLE 13	Responsabilités en cas de dommages et assurances	Page 10
ARTICLE 14	Assurances	Page 10
ARTICLE 15	Pénalités de retard	Page 11
ARTICLE 16	Personnes habilitées à donner des renseignements	Page 12
ARTICLE 17	Règlement des différends et des litiges	Page 12
ARTICLE 18	Dérogations au C.C.A.G.	Page 12

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes au présent marché sont :

- d'une part, l'Agence Régionale de Santé de Provence, Alpes, Côte d'Azur (ARS PACA), représentée par Monsieur Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence, pouvoir adjudicateur ;
- et d'autre part, le titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la fourniture de kits de prélèvement sanguin pour l'analyse du taux d'alcoolémie et de produits stupéfiants dans le sang.

ARTICLE 3 – MODE DE PASSATION

Cette consultation fait l'objet d'une procédure adaptée, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 27, 34 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- 1/ l'acte d'engagement (AE) signé par le représentant habilité du titulaire, ainsi que ses annexes ;
- 2/ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'ARS PACA fait seul foi ;
- 3/ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui contient les exigences techniques du marché ;
- 4/ le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles option A CCAG/FCS (arrêté du 16 septembre - JORF du 16 octobre 2009) **document non joint**.
- 5/ l'offre technique et financière du candidat.

En cas de contradiction entre deux documents constitutifs du marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut.

Toute clause figurant sur les documents du titulaire et contraire aux autres pièces du marché est considérée comme non-écrite.

Documents à produire

- 1) Copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire.
- 2) Déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir.

Pour présenter certains de ces éléments, le candidat peut utiliser les formulaires du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : DC1 « Lettre de candidature » ; DC2 « Déclaration du candidat » ; NOTI 1 « Information au candidat retenu » ; NOTI 2 « Etat

annuel des Certificats reçus ». Ces documents sont disponibles sur l'adresse internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

3) Acte d'Engagement/Cahier des Clauses Particulières, complété, daté et signé sans modification

4) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

5) Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

6) Les attestations et certificats prévus à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics seront demandés à l'attributaire du marché qui devra les remettre dans un délai de 7 jours à compter de la demande du Département.

ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHE

Le montant prévisionnel H.T. du marché est de 120 000 €. Le candidat devra reporter ses prix pour les prestations auxquelles il prétend sur le bordereau de prix joint en annexe.

ARTICLE 6 - FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un marché à bons de commande, en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de l'article 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'exécution des prestations est subordonnée par la notification par l'ARS de bons de commande. Chaque bon de commande doit notamment indiquer :

- La référence du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La nature, la description des prestations à réaliser ;
- Les dates de début et de fin des prestations ;
- Le montant total de la commande (HT et TTC)
- Le lieu de livraison

La durée d'exécution des bons de commandes ne pourra pas impliquer l'exécution des prestations au-delà de trois mois après la fin de validité du marché. **Il sera précisé sur chaque bon de commande le lieu de livraison. Attention pour chaque bon de commande une facture devra être émise.**

Fourniture et livraison de kits de prélèvement

- **Type 1 : « in vivo » alcoolémie**

quantité minimum (*) : 3000 kits

quantité maximum (**) : 6000 kits

- **Type 2 : « post-mortem » alcoolémie**

quantité minimum (*) : 1000 kits

quantité maximum (**) : 2 500 kits

- **Type 3 : « in vivo » stupéfiants**

quantité minimum (*) : 3000 kits

quantité maximum (**) : 6000 kits

- **Type 4 : « post-mortem » stupéfiants**

quantité minimum (*) : 1000 kits

quantité maximum (**) : 2500 kits

Dans l'éventualité où le kit « post mortem » commun (stupéfiants et alcoolémie) est retenu

- **Types 5 : « post-mortem » commun**

quantité minimum (*) : 1000 kits

quantité maximum (**) : 2500 kits

(*) Engagement contractuel

(**) Quantités données à titre indicatif et n'engage pas l'ARS PACA

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution des prestations faisant l'objet du marché selon les dispositions relatives à la sous-traitance prévues aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

6.1. Désignation des sous-traitants en cours d'exécution du marché

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution du marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de l'agrément des conditions de paiement conformément au modèle spécial de sous-traitance (DC4) que le titulaire remettra au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse au pouvoir adjudicateur sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. La somme à régler tient compte d'une éventuelle actualisation des prix et inclut la T.V.A.

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ

8.1. Le Prix.

8.1.1. Contenu du prix.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux prestations, aux risques techniques et économiques prévisibles ainsi que la livraison franco de port et d'emballage de toutes les fournitures.

8.1.2. Prix initiaux.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres.

8.2. Forme et type de prix.

Le marché est traité à prix fermes et unitaires pour toute la durée du marché.

ARTICLE 9 - DUREE DU MARCHE

9.1 Durée du marché.

Le présent marché prendra effet à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2017. Il sera reconduit expressément au 1^{er} janvier de chaque année sans que sa durée maximale ne puisse excéder 36 mois.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE RECEPTION, DE LIVRAISON ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les livraisons s'effectueront aux adresses suivantes :

Région de Gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Etat-major budget soutien - Section des matériels

162 avenue de la Timone - 13010 MARSEILLE

Major CARDONA ou Adjudant DUPONT ou Major REISSER -Tél. : 04 91 85 71 97

Groupement de Gendarmerie Maritime de la Méditerranée

Service Techniques

20 avenue du Maréchal Lyautey - 83000 TOULON

Adjudant Christian HELLEC– Tél : 04 22 43 71 18/19

SGAMI Sud / Plate-forme logistique

2 rue Baratier - 13014 Marseille

Monsieur Faycel Ben-Nejma. Prise de RDV indispensable – Tel 06 87 12 44 15

Ou Monsieur Bernard Damery – Tel 04 91 21 55 25

10.1. Accès aux locaux / modalités d'intervention.

Les livraisons doivent être effectuées aux heures d'ouverture des locaux.

Le service destinataire de la commande devra **être averti 48 heures** avant chaque livraison, sous peine de rejet

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Toutes dispositions devront être prises par le fournisseur, ou son transporteur, afin d'assurer la livraison et la manutention des cartons jusqu'aux services destinataires. Le titulaire devra s'assurer, pour le choix des camions de livraison, des conditions d'accès aux lieux de livraison.

10.2. Conditionnement pour le transport

Les fournitures seront conditionnées de façon à garantir la pérennité du matériel lors du transport.

Le conditionnement unitaire ne devant pas supporter à lui seul les intempéries et aléas du voyage, il sera privilégié un emballage de transport par carton renforcé et, si la quantité le permet, les cartons seront regroupés sur palette et entourés d'un film plastique. Le film plastique ne devra pas

être noir afin que le destinataire puisse constater l'état des cartons et s'assurer qu'un étiquetage existe.

Un étiquetage clairement identifié selon le type de kits concerné est souhaité afin de diminuer le risque d'erreur lors des distributions (exemple : utilisation de polices de couleurs différentes)

L'étiquetage devra indiquer le contenu exact de chaque carton (le panachage devra être évité).

10.3. Délais de livraison

Pour 2017, le SGAMI Sud devra être livré en priorité.

Les délais de livraison sont fixés **au 24 novembre 2017**. Les reliquats devront être exceptionnels, l'essentiel de la commande étant livré dans les délais. Ces reliquats devront être livrés au maximum le **6 décembre 2017**.

Pour tout reliquat prévenir **Mme Ramata MROIVILI**

Tél. : 04 13 55 82 77 - courriel : ramata.mroivili@ars.sante.fr

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais de livraison (d'exécution de la prestation) pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai de livraison et par dérogation de **l'article 13.3 du CCAG /FCS** le titulaire doit signaler, par écrit à l'ARS PACA, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, lorsque celles-ci proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure, dans un délai maximum de 10 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai de livraison. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que ce retard peut être déterminé avec précision. L'ARS PACA notifie par écrit au titulaire sa décision.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique et **par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS**, le pouvoir adjudicateur octroie automatiquement par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

En tout état de cause, la décision sera communiquée au titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

Aucune demande de prolongation du délai de livraison (d'exécution) ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

10.4. – Vérifications et admission.

10.4.1 – Réception de la livraison.

Il appartient à l'usager (*celui qui a passé la commande ou à son service*) de vérifier la conformité des quantités reçues avec celles des documents émis par le fournisseur, de consigner toute détérioration constatée sur le bordereau du transporteur et, le cas échéant, d'y mentionner le refus de ce dernier d'une vérification contradictoire après déballage immédiat des colis.

Ces observations doivent être confirmées au transporteur (et/ou au fournisseur) dans les trois jours suivants, par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Le non-respect de ces formalités risquant d'éteindre tout recours ultérieur.

Les reports de livraison doivent être demandés par écrit au fournisseur.

*Réceptionner c'est signer un document attestant la conformité de la commande. Cet acte doit être considéré comme le **début d'un acte juridique** et/ou **comptable** (notion du « service fait »).*

10.4.2 – Admission et transfert de propriété.

L'admission est la constatation par le destinataire que les produits livrés sont conformes aux stipulations convenues (*la commande*).

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives précédant l'admission des produits livrés sont à la charge de l'usager (*celui qui a commandé ou son service*).

Tout agent du service destinataire est réputé habilité à effectuer les opérations ci-dessus, sauf si un responsable a été désigné spécialement à cet effet sur le bon de commande.

L'admission est réputée acquise à l'expiration du délai de vérification, sauf si une décision différente - *ajournement (*)*, *réfaction ou rejet (**)* - dûment motivée a été au préalable notifiée au fournisseur.

(*) Ajournement : lorsque les produits livrés pourraient être admis moyennant certaines mises au point. L'ajournement est prononcé par celui qui a passé la commande en invitant le fournisseur à les représenter de nouveau dans un délai déterminé après avoir effectué ces mises au point. Le fournisseur doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours. En cas de refus ou de silence du fournisseur dans ce délai, les fournitures peuvent être admises avec réfaction ou rejetées. La décision doit alors intervenir dans un délai de quinze jours. Le silence de la personne responsable de la commande dans ce délai vaut décision de rejet.

() Réfaction ou rejet** : lorsque la personne responsable de la commande estime que des produits livrés ne satisfont pas entièrement au besoin, mais qu'ils présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut demander **une réfaction** qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Lorsque la personne responsable de la commande estime que les produits ne peuvent être admis en l'état, même après réfaction, elle prononce **le rejet** partiel ou total.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après avoir entendu le fournisseur ou son représentant. Ces décisions doivent être motivées.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE REGLEMENT ET DELAIS DE PAIEMENT

11.1. Bénéfice de l'avance forfaitaire

L'octroi des avances a pour objet de faciliter l'exécution des marchés et d'assurer l'égalité d'accès aux marchés entre les entreprises qui disposent d'une trésorerie suffisante pour démarrer l'exécution des prestations et celles qui n'en disposent pas.

Conformément à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le titulaire du marché peut refuser le bénéfice du versement de l'avance forfaitaire.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

11.2. Bénéfice des acomptes

A la différence des avances, les acomptes sont versés pour des prestations effectuées en cours d'exécution du marché : l'acompte rémunère un service fait.

Il n'est pas prévu d'acomptes aux marchés.

11.3. Facturation

Le titulaire de chaque marché adresse une facture. Chaque facture est établie en un original et deux duplicata sur papier à en-tête. Elle porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- les références du marché
- la nature ou l'intitulé de la prestation
- les dates et lieu d'exécution de la prestation

- le montant total HT et TTC des prestations effectuées
- le montant et le taux de la TVA
- la date de facturation

11.4. Acceptation de la facture

Le pouvoir adjudicateur de chaque marché accepte ou rectifie la facture et la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités ou les réfections.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le pouvoir adjudicateur de chaque marché fait mandater les sommes qu'il a admises. Le complément est mandaté, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

11.5. Renseignements d'ordre comptable

11.5.1. Déléataire des paiements

Les virements bancaires sont ordonnés par le directeur général de l'ARS PACA.

11.5.2. Domiciliation des paiements

Les références du compte ouvert au nom du titulaire figurent à l'acte d'engagement. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues, par virement au compte du titulaire.

11.5.3. Adresse de Facturation

Les factures devront être envoyées à l'adresse suivante :

Madame l'agent comptable
Agence Régionale de Santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
132 boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille cedex 03

11.6. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante.

En application de l'article 98 du code des marchés publics, les sommes dues en exécution d'un marché public sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'alinéa précédent fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique impose :

- un taux d'intérêts moratoires, égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixé à quarante (40) euros.

11.7. Facturation électronique

Conformément à loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs est le suivant :

- ✓ 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;

- ✓ 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- ✓ 1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché pourra être résilié au tort du titulaire dans les conditions prévues au chapitre 6, articles 29 à 36 du CCAG/FCS. Ces articles prévoient les conditions et les différents cas de résiliation notamment pour événements extérieurs au marché.

Conformément à l'article 51 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans lesdits articles ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 du code du travail, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas de tout ou partie de ses engagements - notamment en cas d'insuffisance dans la qualité de la prestation ou lorsque le contenu de la prestation dispensée ne correspond pas à la prestation commandée - et après une mise en demeure préalable, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, le marché concerné sera résilié aux torts exclusifs de celui-ci, conformément à l'article 32 du C.C.A.G./FCS. La présente indication complète les articles 29 à 36 du C.C.A.G./FCS pour ce qui concerne la résiliation des marchés.

L'Agence régionale de santé PACA se réserve le droit de résilier le marché à chaque date d'échéance, sans indemnité pour le titulaire, ceci dans le cas où les textes réglementaires venaient à changer en cours de marché et que la gestion des commandes de kits de prélèvement sanguin était confiée aux ministères de l'intérieur et/ou de la justice.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITES EN CAS DE DOMMAGES ET ASSURANCES

Pendant la durée du marché, le titulaire est responsable de toute dégradation ou destruction des fournitures mises ou laissées à sa disposition par la personne publique, sur lesquels il intervient directement ou auxquels il a accès pour l'exécution du contrat, que ce soit dans ses propres locaux ou dans ceux de l'ARS.

Le titulaire remet à l'ARS une attestation d'assurance en cours de validité garantissant la responsabilité civile contre les accidents ou dommages de toute nature qui surviendraient de son fait ou de celui de ses sous-traitants pendant l'exécution du contrat. Le titulaire s'engage à ce que la (ou les) police(s) d'assurance en cause conserve(nt) tous ses (leurs) effets pour la durée du marché. Le montant des garanties souscrites devra être suffisant et adapté à la prestation objet du présent marché et à ses conséquences dommageables.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de l'ARS, de tous dommages, dégâts, vols, accidents ou autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée. La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité restent sous la responsabilité du titulaire. Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels et objets qui lui sont confiés.

Sa responsabilité protège l'ARS contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée. Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit après de compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et à l'ARS et engageant sa responsabilité.

Les polices d'assurance doivent être communiquées à l'ARS au plus tard dans les 15 jours suivants la notification du présent marché, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent CCAP. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de la garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurance souscrits par le titulaire.

L'ARS peut à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurance. Le titulaire doit prévenir l'ARS de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification. Les clauses d'assurance initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises à l'ARS qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

ARTICLE 15 – PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard, après une mise en demeure préalable restée sans effet, des pénalités qui sont appliquées comme suit :

Nature de l'intervention	Délai (*)	Pénalités par jour de retard	Observations
Date de livraison des consommables	Selon le calendrier de livraison (***)	50 € HT	Par jour de retard, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré
Prestation non effectuée (Cf. article 3 du CCTP)	Selon le calendrier de livraison (***)	50 € HT	Par jour de retard, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré

(***) Selon le calendrier contractuel qui sera confirmé par le candidat retenu

Paiement des pénalités

Les pénalités seront réglées :

- soit par chèque bancaire établi à l'ordre de l'Agent comptable de l'ARS PACA,
- soit par virement bancaire auprès de l'ARS PACA,
- soit par l'émission d'un avoir,
- soit déduites des montants à devoir par le maître d'ouvrage au titulaire.

ARTICLE 16 – PERSONNES HABILITEES A DONNER DES RENSEIGNEMENTS

Les personnes habilitées à donner des renseignements **d'ordre administratif** sont :

- Monsieur Franck LUCIEN
Service juridique et marchés publics
Acheteur public
☎ 04 13 55 80 18
ars-paca-marches-publics@ars.sante.fr

- Madame Caroline VAN DE VONDELE
Service juridique et marchés publics
Juriste
☎ 04 13 55 80 87
caroline.vandevondele@ars.sante.fr

Les questions **d'ordre technique** seront orientées vers les personnes habilitées à y répondre. Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les questions et les réponses seront publiées sur la plateforme des achats de l'état.

ARTICLE 17 – REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES.

Conformément à l'article 37 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des clauses du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peuvent soumettre tout différent qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article 142 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'instance chargée des procédures de recours contentieux est la suivante :

Tribunal administratif de Marseille
22/24 rue Breteuil – 13006 Marseille
Téléphone : 04 91 13 48 13
Télécopie : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'article 10.3 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 13.3 du CCAG/FCS pour ce qui concerne la prolongation du délai d'exécution.

L'article 12 du présent C.C.A.P. complète les articles 29 à 36 du C.C.A.G/F.C.S pour ce qui concerne la résiliation des marchés.

L'article 15 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14 du C.C.A.G/F.C.S pour ce qui concerne les pénalités de retard